

SOMMAIRE

Remerciements	11
Introduction	13
Avertissements et glossaire	17
CHAPITRE 1 - CSE : DE NOUVELLES PROBLÉMATIQUES POUR LES ÉLUS.....	21
1.1 - La fusion des instances : une mutation	21
Le CSE et la fin de la spécialisation des instances	22
La suppression du CHSCT et ses conséquences.....	24
Les six régressions majeures accompagnant la fusion des instances	25
1.2 - Le reformatage du Code du travail : son impact sur le CSE	28
Ordonnances Macron et reformatage du Code du travail.....	28
L'impact sur les consultations du comité	30
L'impact sur les réunions du comité	32
1.3 - La chute du nombre d'élus : éléments de réflexion	34
Nombre de représentants du personnel : les constats	34
Baisse du crédit d'heures global et concentration par titulaire	37
Comment faire face à la chute du nombre d'élus ?	39
1.4 - Les points d'appui permanents des élus du personnel	42
Le mandat d'ordre public des représentants du personnel	43
Une direction collégiale du CSE par les élus	45
La connaissance du travail réel : un atout pour les élus	47
1.5 - Proximité avec les salariés : les acquis juridiques	48
Le principe de permanence du lien élus-salariés	48
Les mesures d'ordre pratique pour favoriser la proximité	50

Crédit d'heures et circonstances exceptionnelles.....	51
1.6 - Ordonnances Macron et santé au travail : clés de compréhension.....	54
Santé au travail : droit à formation et commission SSCT.....	55
Des obligations de protection inchangées pour l'employeur	57
CHAPITRE 2 - LES MISSIONS DU CSE EN PROVENANCE DES DP	61
2.1 - Missions issues des DP : panorama et rôle clé des réclamations.....	61
Panorama des missions du CSE héritées des DP.....	62
La présentation des réclamations du personnel	64
2.2 - Code du travail et droit du travail.....	67
Le Code du travail : pourquoi et comment ?	67
Contrat de travail et bulletin de paie	70
Les accords collectifs	71
Les usages	74
2.3 - Contrôle du respect du droit et inspection du travail	75
Observation des prescriptions légales : la veille des élus.....	76
Représentants du personnel et inspection du travail.....	78
La recherche de témoignages.....	80
2.4 - Le droit d'alerte pour atteinte aux droits fondamentaux.....	81
La procédure de droit d'alerte.....	82
Les fondements du droit d'alerte	84
Règlement intérieur de l'entreprise et « principe de neutralité »	87
2.5 - Documents et consultations issues des DP (dont inaptitude).....	89
Les documents spécifiques aux missions de proximité du CSE.....	89
La consultation pour inaptitude	91
2.6 - Cas particulier : les entreprises de moins de 50 salariés	94
Les missions du CSE (11 à 49 salariés).....	95
Réunions et registre spécial (11 à 49 salariés).....	97
Les moyens du CSE (11 à 49 salariés)	99
CHAPITRE 3 - MISSIONS D'ASSISTANCE ET DE CONSEIL AUX SALARIÉS.....	101
3.1 - Licenciements et sanctions : le rôle des élus.....	101
Entretien préalable : le recours aux élus du personnel.....	102
Licenciements et sanctions illicites	105
L'apport des représentants du personnel.....	106

3.2 - Licenciements individuels : les spécificités d'intervention	107
Les principales dispositions légales.....	108
Le licenciement économique individuel	111
Autres licenciements individuels.....	113
3.3 - Sanctions : les spécificités d'intervention.....	116
La gradation des sanctions.....	117
Les arguments à la décharge du salarié.....	119
Le rôle du représentant du personnel pendant la procédure	120
La contestation juridique de la sanction disciplinaire	121
3.4 - Représentant du personnel et rupture conventionnelle.....	122
Rupture conventionnelle individuelle : le cadre légal.....	123
Le rôle de conseil des représentants du personnel.....	124
La rupture conventionnelle collective	126
3.5 - Les autres missions « de fait » des élus	128
Les missions de médiation.....	128
CSE et évaluation des salariés.....	129
CSE et bulletin de paie.....	132
3.6 - L'égalité professionnelle femmes-hommes.....	135
Égalité femmes-hommes : un sujet majeur pour le CSE	135
Focus sur l'index de l'égalité femmes-hommes de 2019	140
Égalité professionnelle : l'apport des experts	144
CHAPITRE 4 - LES REPRÉSENTANTS DE PROXIMITÉ	149
4.1 - Les représentants de proximité : une possibilité permanente	149
L'accord de mise en place des représentants de proximité	150
Représentants de proximité : une négociation toujours d'actualité.....	152
4.2 - Désignation et nombre de représentants de proximité.....	155
La désignation des représentants de proximité.....	156
Nombre de représentants et crédit d'heures	158
4.3 - Missions et coordination avec le CSE	159
Les représentants de proximité : des sentinelles actives	160
Dimensions individuelle et collective des missions	162
4.4 - Les moyens des représentants de proximité	166
Présentation générale.....	166
Les motions à l'initiative des représentants de proximité.....	168

La formation des représentants de proximité.....	170
L'apport des syndicats aux représentants de proximité.....	173
4.5 - Les réunions des représentants de proximité	175
La réunion des représentants de proximité avec la direction.....	176
Le « compte rendu » de réunion des représentants de proximité	179
La réunion préparatoire des représentants de proximité	180
4.6 - Représentants de proximité et santé au travail	181
Santé au travail : quelle implication des représentants de proximité ?	182
Santé-sécurité : principales attributions et pièges à éviter.....	184
Risques psychosociaux (RPS) et représentants de proximité.....	187
CHAPITRE 5 - OUTILS, REPÈRES ET PRATIQUES DE TERRAIN	191
5.1 - « Tournées » des élus, entretiens, questionnaires.....	191
Les « tournées » des élus	192
Les questionnaires des élus	195
Les principes de réussite du questionnaire.....	196
5.2 - Méthodes et outils de résolution de problèmes.....	197
Résolution de problèmes : la démarche	198
Les aides méthodologiques.....	201
5.3 - Objectifs, priorités et gestion du temps.....	204
Les objectifs des représentants du personnel	204
La gestion du temps et des priorités	206
Les pratiques de bon sens.....	209
5.4 - Le travail collectif : pourquoi et comment ?	210
Le travail collectif : freins et intérêt.....	210
Le travail collectif dans la pratique	212
5.5 - Communication des élus : les principes de base	214
Une communication basée sur les faits	214
La communication face à une direction.....	216
5.6 - La communication écrite et orale en pratique	219
La communication écrite : conseils pratiques.....	219
La communication orale : conseils pratiques.....	223

Annexe 1 : Informations pratiques et liens Internet.....	227
Intervenants auprès des IRP	227
Liens utiles sur Internet.....	228
Lectures recommandées	229
Annexe 2 : Modèles de lettres et de motions	231
Chapitre 1.4 : Délibération pour mandater un élu à agir en justice pour délit d'entrave.....	231
Chapitre 1.6 : Motion pour prouver la faute inexcusable de l'employeur.....	232
Chapitre 2.3 : Lettre à l'inspection du travail, pour faire cesser les pratiques illégales de l'employeur.....	232
Chapitre 2.4 : Droit d'alerte – Lettre ou mail de l'élu à l'employeur	233
Chapitre 3.6 : Lettre à l'inspecteur du travail pour solliciter sa participation à une réunion du CSE portant sur l'égalité femmes-hommes..	234
Chapitre 4.6 : Lettre du salarié à l'employeur – Instructions contradictoires.....	234
Chapitre 4.6 : Lettre du salarié à l'employeur – Dénonciation du comportement de la hiérarchie	235
Annexe 3 : Santé au travail – Les concepts de base.....	237
Les déterminants des conditions de travail.....	237
Définitions utiles	238
La prévention des risques professionnels.....	238
Équipements de protection	239
Le document unique d'évaluation des risques (DUER)	240
Annexe 4 : Précisions sur les risques psychosociaux (RPS)	243
Les sources du stress	243
Harcèlements moral et sexuel : des infractions pénales.....	244
Le référent en matière de lutte contre le harcèlement sexuel.....	247
RPS et inégalités femmes-hommes (chapitre 3.6)	248
Le questionnaire de Karasek (chapitre 5.1)	248
Annexe 5 : Points d'approfondissement.....	251
Baisse du crédit d'heures global : évolutions apparentes (chapitre 1.3)...	251
CSE et groupes de travail de l'employeur (chapitre 1.3)	252
Les repères historiques (chapitre 1.4)	254
L'aide du service social du travail (chapitre 2.1)	255

Accords collectifs : les modifications introduites par loi Travail (chapitre 2.2)	255
L'organisation de l'inspection du travail (chapitre 2.3)	256
Licenciements sans cause réelle et sérieuse (chapitre 3.2)	257
Licenciement économique collectif – Dispositions obligatoires dans les entreprises d'au moins 50 salariés (chapitre 3.2).....	258
Les trois négociations obligatoires (chapitre 4.4)	260
Annexe 6 : Égalité femmes-hommes (compléments au chapitre 3.6)	263
Chronologie juridique : rappel des principales lois	263
Patronat : un pouvoir très largement masculin.....	264
Informations obligatoires sur l'égalité professionnelle femmes- hommes, en l'absence d'accord contraire (chapitre 3.6)	265
La négociation sur l'égalité professionnelle femmes-hommes (chapitre 3.6)	267
Annexe 7 : Index de l'égalité femmes-hommes (compléments au chapitre 3.6)...	269
Indicateur n° 1 : écart de rémunération femmes-hommes.....	269
Indicateurs n° 2 et 3.....	271
Indicateurs n° 4 et 5.....	272
Annexe 8 : Durée de la formation en santé-sécurité des élus du CSE	275
Annexe 9 : Code du travail – Articles relatifs au CSE	279
À propos de l'auteur et des contributeurs	283